

Situation financière de l'Assurance chômage

Prévision pour les années 2017 et 2018



25 octobre 2017

La prévision de la situation financière de l'Assurance chômage pour les années 2017 et 2018, repose sur les hypothèses de croissance de l'Insee et du Consensus des économistes, et sur les hypothèses d'inflation du Consensus des économistes. Elle prend en compte l'ensemble des décisions de politiques publiques connues, notamment celles du projet de loi de finances pour 2018. Elle intègre les effets financiers de la réglementation d'assurance chômage définies par la convention d'avril 2017.

Les dépenses et recettes connues s'arrêtent à août 2017.

A. Prévisions économiques et financières

1. Croissance

Selon les résultats publiés par l'Insee le 29 août, la croissance a progressé de +0,5 % au deuxième trimestre 2017, comme au trimestre précédent. A la fin du premier semestre, l'acquis de croissance pour 2017 a déjà atteint +1,4 %, après une croissance de +1,1 % en moyenne annuelle en 2016.

Les dernières informations conjoncturelles font état de perspectives d'activité favorables. En septembre, l'indicateur synthétique du climat des affaires, calculé par l'Insee à partir des réponses des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité, s'est maintenu à 109, niveau le plus élevé depuis avril 2011.

Dans son point de conjoncture du 5 octobre, l'Insee anticipe une croissance de +1,8 % pour 2017¹. Pour 2018, le Consensus des économistes d'octobre prévoit une croissance de +1,7 % (0,2 point supérieure à sa prévision de juin). D'après le Consensus, l'inflation augmenterait de +1,0 % en 2017 et +1,1 % en 2018. La prévision financière de l'Unédic s'appuie sur ces hypothèses.²

2. Emploi affilié et contributions d'assurance chômage

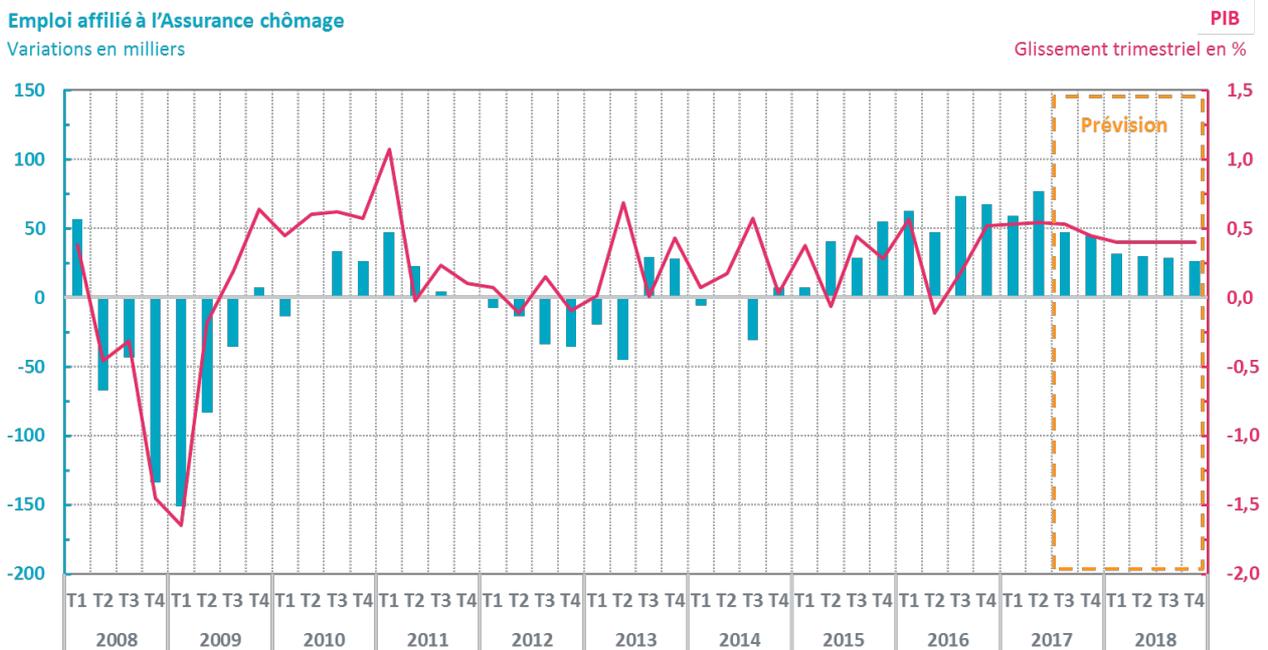
Sous les effets conjoints de l'accélération de la croissance dès fin 2016 et des politiques publiques de l'emploi (hausse du taux du CICE de 6 à 7 %, effets du Pacte de responsabilité et prime Embauche PME), les créations d'**emploi affilié à l'Assurance chômage** ont été nombreuses au premier semestre 2017 : +68 000 postes en moyenne par trimestre. Au deuxième semestre, l'emploi affilié resterait soutenu par la croissance mais les créations de postes ralentiraient avec la fin de la prime Embauche PME et des contrats aidés dans les secteurs marchands. Sur l'ensemble de l'année 2017, +228 000 emplois affiliés seraient créés, après +250 000 en 2016.

¹ La prévision du Consensus des économistes d'octobre est proche : +1,7 %.

² La prévision de l'Unédic se base principalement sur les prévisions de croissance et d'inflation du Consensus des économistes. La prévision de croissance de l'Insee a été retenue pour 2017, car elle intègre les informations les plus récentes relatives à l'économie française.

Pour les mêmes raisons, les créations d'emploi affilié continueraient de ralentir en 2018. Sur l'année, +117 000 postes seraient créés.

Graphique 1 - Préviation de croissance et d'emploi affilié à l'Assurance chômage



Sources : PIB : Insee ; Emploi affilié : estimation Unédic sur la base des nouvelles données d'emploi salarié coproduites par l'Insee, l'Acoss et la Dares ; Préviation Unédic.

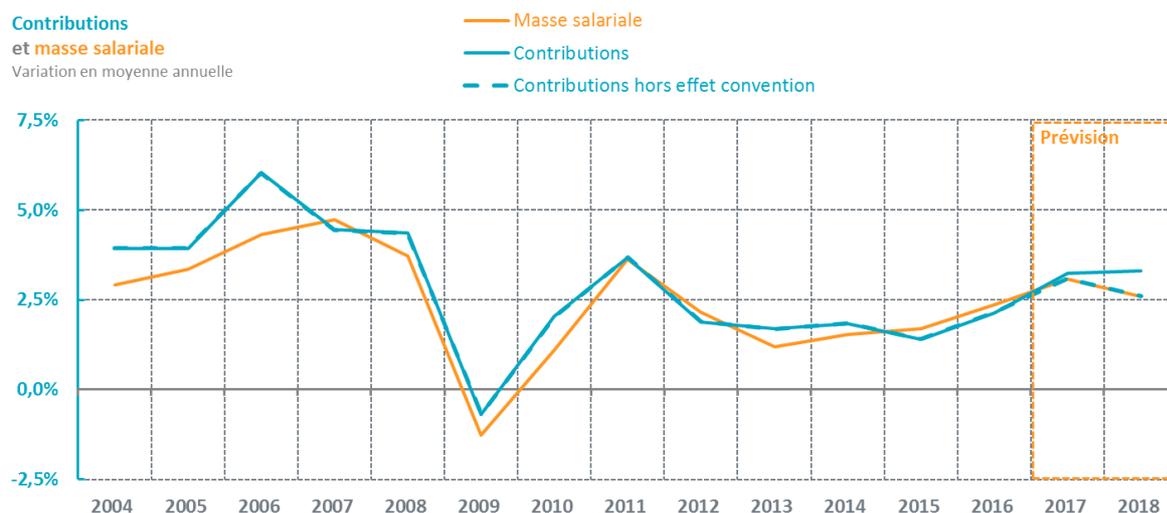
Champ de l'emploi affilié à l'Assurance chômage : France entière, données cvs.

Au premier trimestre 2017, le **salairé moyen par tête** (SMPT) a fortement progressé. Il ralentirait au second semestre, du fait d'une inflation modérée (+1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, la progression du SMPT serait de +1,8 %, après +1,3 % en 2016.

En 2018, avec une inflation proche de celle de 2017 (+1,1 %), le SMPT progresserait quasiment au même rythme qu'en 2017 (+1,7 %).

Grâce aux évolutions dynamiques de l'emploi et du SMPT, la **masse salariale** progresserait de +3,1 % en 2017, après +2,4 % en 2016. En 2018, elle ralentirait à +2,6 %, du fait du ralentissement de l'emploi.

Les **contributions à l'Assurance chômage**, assises sur la masse salariale, évoluent comme celle-ci. Cependant, la contribution exceptionnelle temporaire de 0,05 point sur 3 ans (d'octobre 2017 à septembre 2020) prévue dans la convention 2017 et le maintien des sur-cotisations sur les CDD d'usage pour une durée de 18 mois engendrent une hausse des contributions en prévision. Les recettes de contribution augmenteraient de +3,2 % en 2017 et +3,3 % en 2018.

Graphique 2 - Prédiction de masse salariale et de contributions d'assurance chômage

Sources : AcoSS, Unédic, prévisions Unédic.

Champ de la masse salariale : France entière - le champ est celui de l'AcoSS, qui diffère légèrement de celui de l'Assurance chômage.

3. Chômage

Le taux de **chômage au sens du BIT**³ mesuré par l'Insee s'élève à 9,5 % en France à la fin du premier semestre 2017, soit une baisse de -0,5 point par rapport à fin 2016.

En prévision, l'évolution du chômage BIT est calculée comme la différence entre l'évolution de la population active anticipée par l'Insee et l'évolution de l'emploi total⁴ prévue par l'Unédic.

Au deuxième semestre 2017 et en 2018, l'emploi total serait soutenu par des créations de postes dans les secteurs marchands, tandis que les effectifs d'emplois non marchands diminueraient en lien avec le ralentissement du nombre d'entrées en contrats aidés⁵. L'emploi total progresserait au même rythme que la population active (+48 000 emplois totaux au second semestre 2017, puis +81 000 en 2018) et le taux de chômage resterait stable à 9,5 % sur l'ensemble de la période.

Malgré la baisse du chômage au sens du BIT, le nombre de **demandeurs d'emploi** tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (**catégorie A**) a augmenté de +77 000 de janvier à août 2017. Une partie de cette hausse pourrait s'expliquer par l'atténuation du plan « 500 000 formations » et le retour d'une partie des personnes en catégorie A après leur formation : le nombre de demandeurs d'emploi en formation (catégorie D) a effectivement baissé de -43 000 personnes de janvier à août.

En prévision pour la fin d'année 2017 et pour 2018, l'effectif de personnes en catégorie A se stabiliserait, comme le chômage au sens du BIT.

³ Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont deux concepts différents. Le Bureau International du Travail définit un chômeur comme une personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est issu de l'enquête emploi.

⁴ Emploi total = Emploi salarié marchand + Emploi salarié non marchand + Emploi non salarié

⁵ Le projet de loi de finances pour 2017 et la rallonge annoncée en août amèneraient à 320 000 signatures de contrats aidés en 2017 (190 000 au premier semestre et 130 000 prévues pour le second). Quant au projet de loi de finances pour 2018, il prévoit 200 000 contrats aidés sur l'année.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tout en ayant exercé dans le mois une activité rémunérée (catégories B et C) a augmenté de +111 000 personnes de janvier à août. Dans un contexte d'amélioration du marché du travail, on compterait +146 000 personnes supplémentaires en catégories B et C sur l'ensemble de l'année 2017. Une fois la croissance plus ancrée, cette hausse devrait se poursuivre à un rythme ralenti, soit +84 000 en 2018.

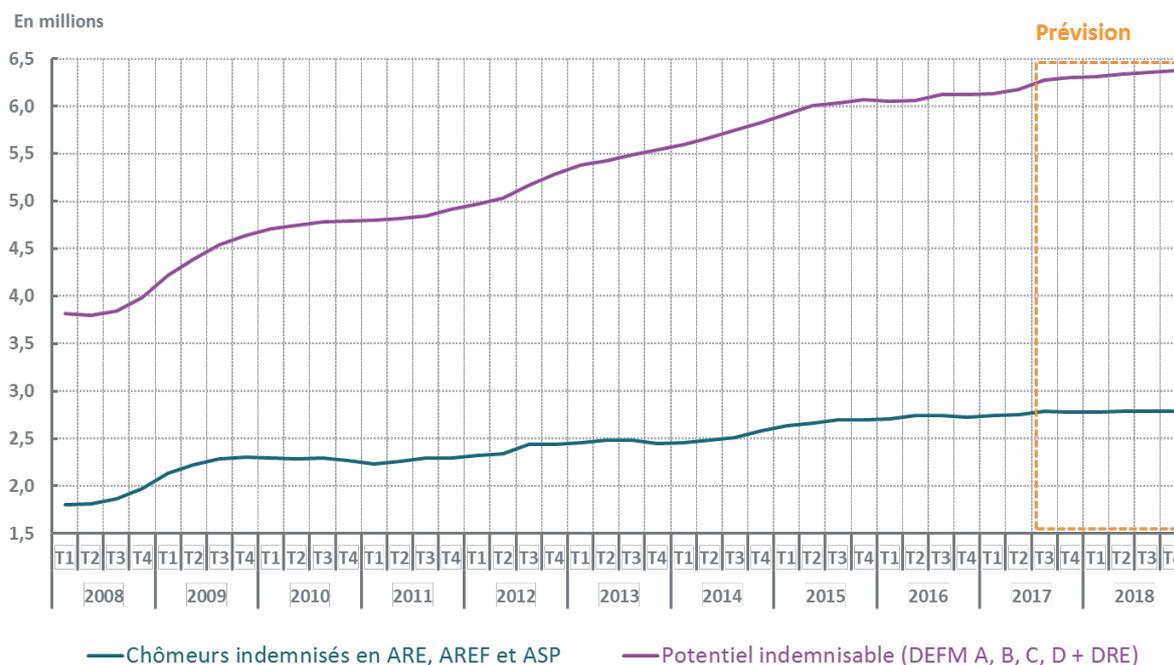
4. Chômage indemnisé et dépenses d'allocation

L'effectif de **chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage** (ARE, AREF, ASP⁶) a augmenté de +24 000 personnes au premier semestre 2017. Il augmenterait encore au troisième trimestre, puis se stabiliserait à la fin de l'année, en lien avec la stabilisation du chômage. Sur l'ensemble de l'année, on compterait +56 000 chômeurs indemnisés supplémentaires.

En 2018, le chômage indemnisé par l'Assurance chômage resterait quasi-stable (+7 000 personnes), comme le chômage au sens du BIT.

Les **dépenses d'allocation** dépendent du chômage indemnisé en moyenne annuelle (+1,4 % de chômeurs indemnisés en 2017 et +0,7 % en 2018), et de la progression de l'allocation moyenne. Au final, les dépenses en ARE, AREF et ASP progresseraient de +1,5 % sur 2017 et de +1,4 % sur 2018.

Graphique 3 - Préviation du potentiel indemnisable⁷ et du chômage indemnisé par l'Assurance chômage



Sources : Pôle emploi, prévisions Unédic.

Champ : France entière, données cvs.

⁶ ARE = allocation d'aide au retour à l'emploi ; AREF = allocation d'aide au retour à l'emploi formation ; ASP = allocation de sécurisation professionnelle (dispositif CSP)

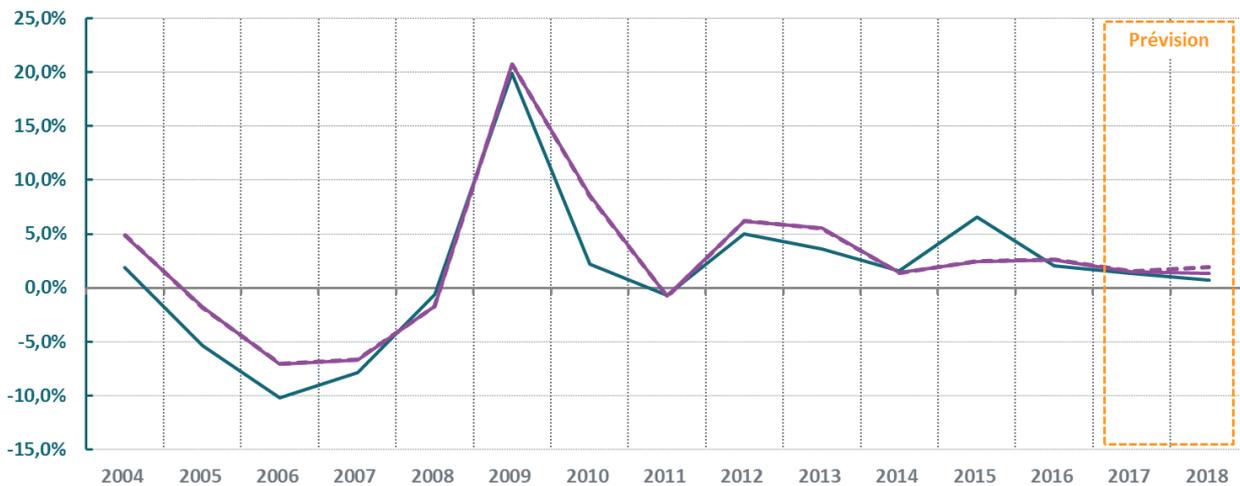
⁷ Potentiel indemnisable = effectif de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories A, B, C, D (DEFM A, B, C, D) et de dispensés de recherche d'emploi (DRE)

Graphique 4 – Evolutions de chômage indemnisé et de dépenses d'allocation

Dépenses ARE-AREF-ASP
et chômage indemnisé ARE-
AREF-ASP

Variation en moyenne annuelle

- Chômeurs indemnisés ARE-AREF-ASP
- Dépenses ARE-AREF-ASP
- - - Dépenses ARE-AREF-ASP hors effet convention



Sources : Pôle emploi, Unédic, prévisions Unédic.

Champ du chômage indemnisé en ARE, AREF et ASP : France entière, données cvs.

Tableau 1 - Principales évolutions économiques

	2016	2017 Prévision	2018 Prévision
Croissance, Prix, Emploi, Salaire, Chômage <i>(évolution en moyenne annuelle, sauf chômage BIT)</i>			
PIB	+1,1%	+1,8%	+1,7%
Indice des prix à la consommation	+0,2%	+1,0%	+1,1%
Emploi total	0,8%	0,9%	0,4%
Emploi affilié à l'Assurance chômage	+1,1%	+1,3%	+0,9%
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel	+1,3%	+1,8%	+1,7%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel	+2,4%	+3,1%	+2,6%
Taux de chômage BIT (en fin d'année)	10,0%	9,5%	9,5%
Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage (ARE, AREF, ASP)	+2,1%	+1,4%	+0,7%
Chômage (niveau en fin de période CVS)			
DEFM A (demandeurs d'emploi en catégorie A)	3 723 000	3 799 000	3 797 000
DEFM B, C	2 042 000	2 188 000	2 272 000
DEFM D	352 000	308 000	307 000
Dispensés de recherche d'emploi	7 000	3 000	1 000
DEFM catégories A, B, C, D + Dispensés de recherche d'emploi	6 124 000	6 298 000	6 378 000
Chômeurs indemnisés par l'assurance chômage (ARE, AREF, ASP)	2 725 000	2 781 000	2 787 000
Emploi, Chômage (variation sur la période)			
Emploi total	267 000	202 000	81 000
Emploi affilié à l'Assurance chômage	250 000	228 000	117 000
DEFM catégorie A	-110 000	76 000	-2 000
DEFM catégories B, C	106 000	146 000	84 000
DEFM D	69 000	-45 000	0
Dispensés de recherche d'emploi	-9 000	-4 000	-2 000
DEFM catégories A, B, C, D + Dispensés de recherche d'emploi	56 000	174 000	80 000
Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage (ARE, AREF, ASP)	25 000	56 000	7 000

Sources : Insee, Pôle emploi, Dares, Acoiss, prévisions Unédic.

Champ : France entière, données cvs.

Le champ du SMPT et de la masse salariale est celui de l'Acoiss, qui diffère légèrement de celui de l'Assurance chômage.

B. Situation financière de l'Assurance chômage

En 2017, le **déficit** (variation de trésorerie) serait moindre qu'en 2016 : -3,8 milliards d'euros, après -4,3 milliards d'euros en 2016.

Grâce aux effets conjugués de la conjoncture et de la convention 2017, le déficit se réduirait encore en 2018 pour atteindre -3,3 milliards d'euros.

La **dette** (endettement net financier) de l'Assurance chômage atteindrait -37,1 milliards d'euros fin 2018.

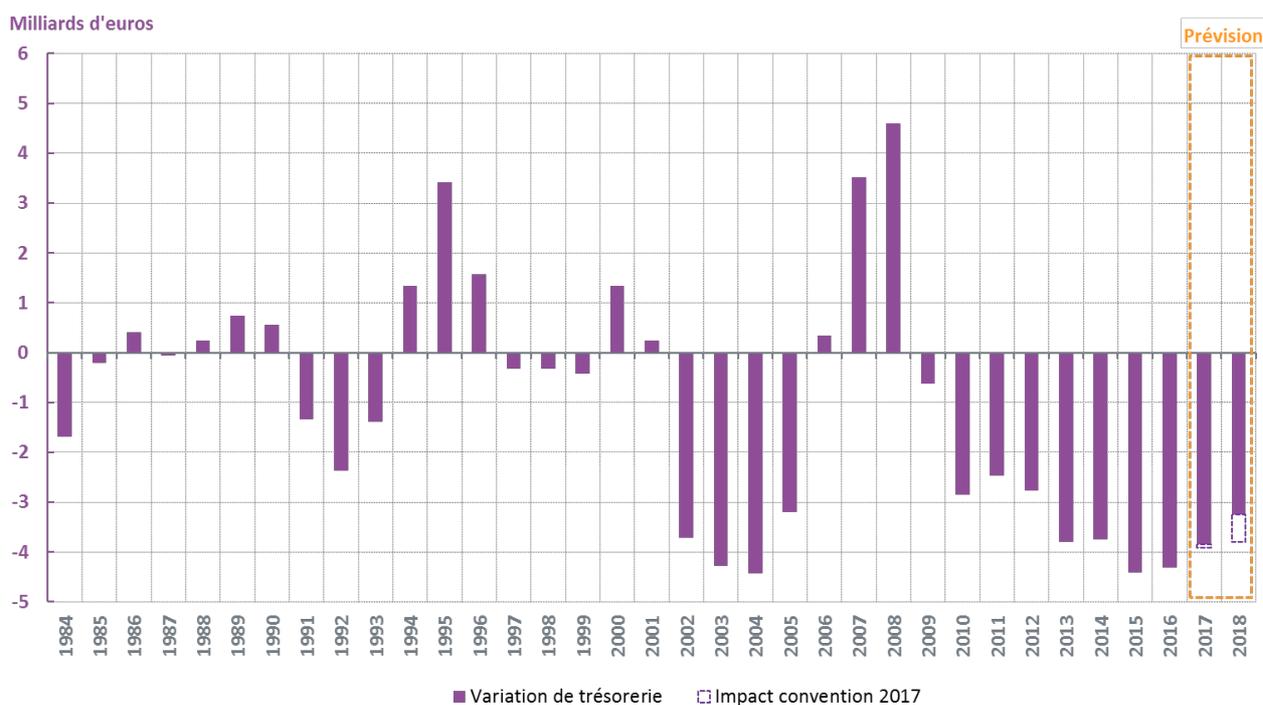
Tableau 2 – Prévion de la situation financière de l'Assurance chômage

En millions d'euros, au 31 décembre

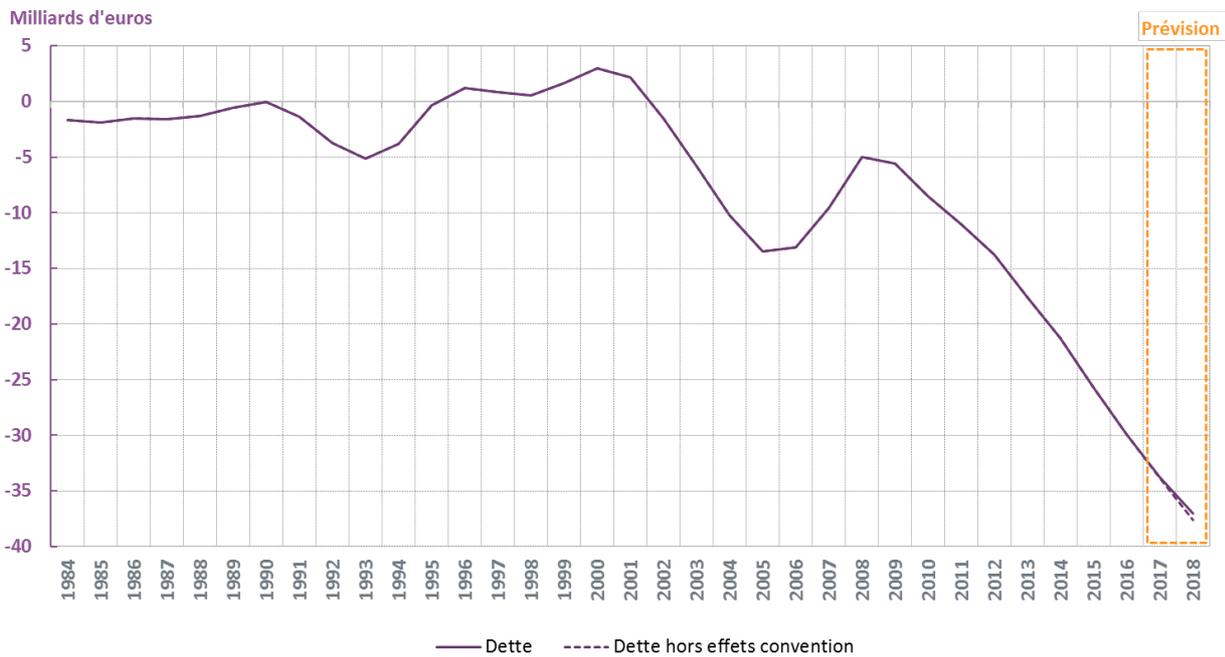
	2016		2017 Prévision		2018 Prévision	
Total des recettes		35 146		36 085		37 095
dont contributions	34 091	(+2,1%)	35 196	(+3,2%)	36 359	(+3,3%)
Total des dépenses		39 503		39 931		40 398
dont dépenses allocataires	35 581		36 034		36 406	
Solde = Recettes - Dépenses		-4 357		-3 846		-3 303
Éléments exceptionnels		45		2		53
Variation de trésorerie		-4 312		-3 845		-3 250
Situation de l'endettement net financier		-29 957		-33 802		-37 052

Note : L'endettement net financier présenté dans les comptes certifiés de l'Unédic au 31 décembre 2016 est de 29 758 millions d'euros. L'écart avec la situation présentée correspond à des éléments exceptionnels, liés notamment aux variations du compte courant de Pôle emploi.

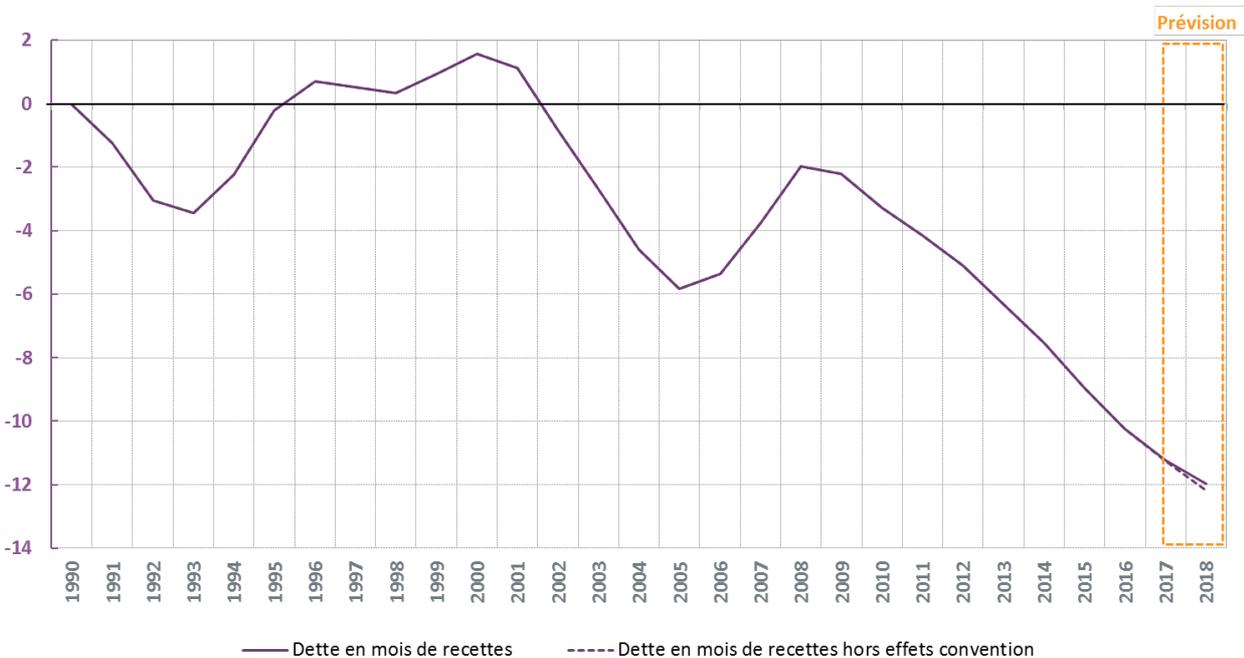
Graphique 5 – Solde financier (variation de trésorerie de l'Assurance chômage)



Source : Unédic, prévisions Unédic.

Graphique 6 – Situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre

Source : Unédic, prévisions Unédic.

Graphique 7 – Endettement net financier de l'Assurance chômage rapporté aux recettes (en mois de recettes)

Source : Unédic, prévisions Unédic.

Tableau 3 - Situation financière de l'Assurance chômage détaillée*En millions d'euros, au 31 décembre*

	2016	2017 Prévision	2018 Prévision
Contributions et autres recettes d'Assurance chômage	35 064	36 057	37 095
Contributions	34 091	35 196	36 359
Conventions diverses, y compris UE	370	358	326
Participation entreprise CSP	603	503	410
Autres produits (gestion administrative et financière)	82	28	0
Total recettes	35 146	36 085	37 095
Dépenses allocataires	35 581	36 034	36 406
Allocations brutes	32 775	33 228	33 634
ARE / AREF	32 197	33 010	33 701
CSP, y compris équivalents ARE	1 553	1 255	1 029
Remboursements d'indus	-980	-1 043	-1 102
Autres allocations (décès, ...)	5	5	5
Aides	726	698	671
Aides à la reprise et création d'entreprise (ARCE)	512	498	485
Autres aides (prime CSP, aide fin de droit, ...)	214	200	186
Prélèvements sociaux	-1 946	-2 018	-2 060
Caisses de retraite complémentaire	-1 349	-1 378	-1 407
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	-597	-640	-654
Reversements et compléments	4 026	4 126	4 161
Caisses de retraite complémentaire (dont précomptes)	3 434	3 487	3 508
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	592	639	653
Dépenses autres publics	64	68	68
Activité partielle, allocation partielle de longue durée (APLD)	64	68	68
Financement et frais de gestion opérateurs	3 419	3 429	3 485
10% Pôle Emploi	3 301	3 348	3 419
Autres (accompagnement CSP, recouvrements)	118	81	66
Frais de gestion et décaissements sur immobilisations	35	32	35
Intérêts sur emprunts	403	368	404
Total Dépenses	39 503	39 931	40 398
SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-4 357	-3 846	-3 303
Éléments exceptionnels	45	2	53
Variation de Trésorerie	-4 312	-3 845	-3 250
Situation de l'Endettement net financier	-29 957	-33 802	-37 052

Note : L'endettement net financier présenté dans les comptes certifiés de l'Unédic au 31 décembre 2016 est de 29 758 millions d'euros. L'écart avec la situation présentée correspond à des éléments exceptionnels, liés notamment aux variations du compte courant de Pôle emploi.